

8 octobre 2021

Salaires : dix ans de diète et un gros mensonge

Lors de la réunion de NAO (négociation annuelle obligatoire), qui s'est tenue mardi 6 octobre, les demandes syndicales d'augmentation générale des salaires se sont heurtées à une fin de non-recevoir catégorique et définitive de la part de la direction. Comme chaque année depuis 2012. Tous les représentants du personnel présents peuvent en témoigner. Aussi, prétendre, comme le fait la direction générale dans son communiqué, publié mercredi soir, qu'elle s'était « engagée à apporter des réponses en matière de revalorisation générale des salaires » relève d'un mensonge éhonté. Avant de rejeter toute responsabilité dans la non-parution qui s'en est suivie, à la suite d'un débrayage à l'appel de la CGT, peut-être devrait-elle s'interroger sur la façon dont elle met en œuvre le « dialogue social ». Malheureusement, tout porte à croire qu'elle ne comprend que le rapport de force.

« Non » est, en effet, la réponse invariablement opposée, depuis 2012, par la direction d'Ouest-France, à toute demande d'augmentation générale des salaires. Nos interlocuteurs ne concédant que de menues avancées sur des sujets généralement mineurs qui ne leur coûtent rien ou presque.

Quant à l'« *avancement de la négociation au 19 octobre* », évoqué dans le communiqué de la direction, il n'est destiné qu'à permettre de traiter toutes les questions à l'ordre du jour initialement prévu, les délégués ayant dû batailler, une heure durant, sur la seule question des salaires. En pure perte.

Le SNJ avait, pour sa part, demandé, une nouvelle fois, une revalorisation du point d'indice des journalistes. Parce que dix ans de stagnation des salaires, c'est dix ans de perte de pouvoir d'achat pour les salariés concernés, et que ces pertes s'accumulent au fil des ans. L'inflation cumulée représente près de 10 % de grignotage de nos revenus.

En outre, ces deux dernières années ont été particulièrement éprouvantes, pour toutes les catégories de salariés, qui se sont retroussé les manches pour faire face à l'impact de la crise sanitaire sur l'entreprise et à la cyberattaque.

Un effort général salué à plusieurs reprises, et à juste titre, par le directeur de publication lui-même. Des remerciements accompagnés d'analyses particulièrement optimistes sur la situation du journal qui, nous a-t-on assuré, a fait bien mieux que de limiter la casse durant cette funeste période. Les élus SNJ ont été témoins, en CSE, de ces satisfecit.

Un puissant engagement collectif, une stabilité économique maintenue : le moment nous semblait propice pour un geste concret, enfin, en direction du personnel d'Ouest-France. Au lieu de cela, et en guise de réponse, c'est le sempiternel discours catastrophiste, qui nous a été servi par la directrice des ressources humaines, en contradiction avec l'état des lieux brossé, quelques semaines plus tôt, par la direction générale.

Et en décalage aussi avec certaines pratiques dispendieuses, comme le doublement du coût du déploiement d'Eidos, se chiffrant en millions d'euros, le rachat d'entreprises ou les multiples départs chèrement négociés de hauts cadres...

La suite, on la connaît. La hiérarchie va continuer, en guise de méthode de management, à accorder des augmentations individuelles, au cas par cas, tout en s'opposant à des augmentations générales, seule manière de ne laisser personne sur le bord de la route.

En revanche, elle n'oublie personne lorsque, à la suite d'une erreur dans le versement des cotisations de retraite complémentaire, elle décide de prélever une quarantaine d'euros chaque mois sur nos salaires pendant un an. Comme augmentation, on a fait mieux.

Contactez-nous :

snj@ouest-france.fr

contact@snj-of.fr